

IMD World Competitiveness Yearbook 2008

Le Luxembourg perd du terrain

Cinquième place pour le Luxembourg dans le hitparade des nations les plus compétitives établi par l'International Institute for Management Development sur base d'indicateurs statistiques, mais encore de l'opinion des décideurs économiques et des dirigeants d'entreprise interrogés au Grand-Duché par la Chambre de Commerce.

Qui constate dans un communiqué que le Grand-Duché perd une place par rapport au listing de l'année dernière. Après avoir oscillé pendant plusieurs années successives (2004, 2005 et 2006) entre le 9ème et le 10ème rang, l'économie du Grand-Duché s'était l'année dernière établie à la 4ème place en termes de compétitivité. Le Luxembourg est toujours devancé par le même trio de tête que l'année dernière (1ère place pour les Etats-Unis, 2ème pour Singapour et 3ème pour Hong Kong) et par la Suisse, qui dépasse désormais le Grand-Duché (passage du 6ème au 4ème rang mondial).

La Chambre de Commerce constate aussi que le Luxembourg subit une légère détérioration par rapport aux pays voisins. Ainsi, la progression de la France semble se confirmer (passage de la 28ème à la 25ème place), tandis que la Belgique continue sa progression lente, mais régulière (+1 encore cette année, ce qui la met en 24ème position). L'économie allemande paraît en revanche connaître un arrêt de sa forte dynamique d'amélioration au regard de sa dernière performance (elle demeure au 16ème rang). Par ailleurs, les dynamiques économiques de nature structurelles ont été plus fortes pour des pays comme l'Australie (de la 12ème à la 7ème position) et le Canada (10ème place en 2007, 8ème en 2008) que pour les économies traditionnellement les plus performantes du continent européen (Pays-Bas, Suède, Danemark).

A noter aussi que les pays européens figurant parmi les dix écono-

mies les plus compétitives sont globalement moins bien classés que l'année précédente: à l'instar du Luxembourg, le Danemark a perdu une place au classement (6ème place), tandis que les Pays-Bas sont passés du 8ème au 10ème rang. Seule la Suisse sort son épingle du jeu, se rapprochant tout près du podium (4ème). Par ailleurs, quatre pays européens seulement figurent parmi les 15 premiers dans le classement des pays de plus de 20 millions d'habitants les plus compétitifs (à savoir l'Allemagne, le Royaume-Uni, la France et l'Espagne).

Un nombre réduit de mesures structurelles

«En passant de la 4ème à la 5ème place du classement IMD, le Luxembourg ne voit certes pas sa position compétitive profondément bouleversée. Pour autant, cela tend à confirmer que les problèmes économiques d'ordre structurel du Grand-Duché continuent à peser sur la situation compétitive des entreprises luxembourgeoises. Plusieurs mesures mises en oeuvre suite aux décisions du Comité de Coordination Tripartite (réunissant le gouvernement et les partenaires sociaux en vue d'améliorer la compétitivité du pays et de rétablir l'équilibre des finances publiques) ont certes eu un impact positif sur les finances publiques du pays, mais de manière générale, elles n'ont pas produit des effets palpables en termes d'amélioration de la compétitivité économique», lit-on dans l'analyse de la Chambre de Commerce. Cette situation serait notamment due «au nombre réduit de mesures pleinement structurelles, susceptibles de renforcer durablement la compétitivité des entreprises luxembourgeoises».

A regarder de plus près les sous-indicateurs, le Grand-Duché passe de la troisième à la quatrième place en ce qui concerne celui des performances économiques, soit le rang les plus bas

depuis 2004. «En dépit des efforts de multi-spécialisation de l'appareil productif luxembourgeois», note le communiqué de la Chambre de Commerce, «le World Competitiveness Yearbook 2008» souligne un manque de diversification de l'économie trop dépendante du secteur financier. «Au-delà de l'analyse des statistiques économiques, l'étude menée auprès des chefs d'entreprise montre que les délocalisations aussi bien de sites de production industriels que de prestataires de services constituent une menace réelle», lit-on plus loin. Evolution défavorable au niveau de l'indicateur «efficacité des pouvoirs publics» où le Grand-Duché glisse de la 9e à la 14e place en l'espace d'un an. Pour cet indicateur, l'IMD prend en considération aussi l'environnement fiscal qui serait en perte d'attractivité. «Même si la base fiscale reste relativement étroite, il n'en reste pas moins que le taux d'affichage continue à avoir un effet important sur le choix d'investisseurs étrangers et sur la capacité du Luxembourg à attirer de nouvelles activités et de nouveaux prestataires de services», note la Chambre de Commerce, qui réclame des réformes. En termes d'environnement des affaires, le Grand-Duché passe de la 5e à la 9e place. L'IMD critique sur ce point le faible taux d'emploi féminin ainsi que le coût important du facteur de production «travail», mais salue le niveau élevé de la productivité du travail et le faible niveau de l'«investment risk». Enfin, en ce qui concerne le sous-indicateur «infrastructure», le Grand-Duché passe de la 15e à la 18e place. En raison principalement d'une éducation et d'une formation continue qui ne répondent toujours pas suffisamment aux besoins réels de l'économie, du coût d'utilisation d'Internet trop élevé et du manque d'ingénieurs qualifiés sur le marché de l'emploi. » CC/LJ